

# L'allocation universelle, miroir aux alouettes

**BENOÎT FRIART**

*Député fédéral MR*

*L'auteur s'exprime à titre personnel*

Ces derniers mois, ces dernières semaines, l'allocation universelle s'est invitée dans quelques débats et cartes blanches. Rappelons qu'elle est un revenu de base versé par l'État à chaque citoyen, sans contrepartie, sans obligation de travail et que ce montant est censé lui permettre de vivre (ou de survivre!). Sur le papier, il s'agit d'une idée séduisante mais, à ce jour, aucun pays ne l'a encore appliquée. Nous savons seulement que la Finlande mènera début 2017 un projet pilote dans une région où le taux de chômage est particulièrement élevé.

Il s'agit donc pour l'instant d'un concept tout à fait théorique et l'on sait le chemin qui sépare la théorie de la pratique.

Roland Duchâtelet, qui avait lancé cette proposition dans notre pays en 1997 lors de la fondation du parti Vivant, envisageait de répartir l'allocation universelle en fonction de l'âge et des différentes catégories de citoyens. Il avait récemment actualisé ses chiffres: 300 euros pour un enfant, 500 euros pour un étudiant, 800 euros pour un travailleur, un indépendant, une mère au foyer, un chômeur, un invalide,... et 1.300 euros pour un pensionné. Il rappelait aussi qu'aujourd'hui 8 millions de Belges reçoivent différentes allocations pour un montant de 75 milliards d'euros.

La mise en place de l'allocation universelle reviendrait à 90 milliards d'euros, soit

un surcoût, pour l'État, de 15 milliards d'euros. Mais Roland Duchâtelet affirmait que l'allégement des structures de l'État permettrait de financer ce projet. À vérifier!

Nous pouvons cependant être certain que, pour une partie plus défavorisée de la population, cette allocation ne constituera pas un montant suffisant par rapport aux charges qu'elle doit supporter. Il sera donc nécessaire de maintenir un système complémentaire de subventionnement, ce qui engendrera, pour l'État, des montants supplémentaires à financer.

Insistons également sur le fait que si le débat est intéressant tant d'un point de vue intellectuel que démocratique, le moment choisi pour en parler ne paraît pas opportun. En effet, des politiques sont actuellement mises en place pour relancer l'emploi et pour améliorer la qualité de celui-ci.

D'autre part, les autres problématiques fondamentales que rencontre notre société font référence à la sécurité, à la justice, à l'énergie, à la mobilité et à une nécessaire révision du fonctionnement de nos institutions pour financer ces réformes. N'oublions pas non plus l'enseignement qu'il est indispensable de réorganiser et de restructurer afin de préparer nos jeunes à des métiers d'avenir et à des métiers en pénurie. Rappelons que 90.000 emplois sont inoccupés en Belgique par manque de personnel qualifié.

Aujourd'hui nous devons tous nous mobiliser pour répondre en priorité à ces défis et il y a urgence. Mais, beaucoup plus préoccupant, cette allocation universelle risque de changer complètement le rap-

port que l'homme entretient avec le travail. Le travail permet à l'être humain de s'occuper, de s'impliquer, de se valoriser, de s'épanouir, de rencontrer des gens, de s'intégrer sans la société, de faire chaque jour un effort et, in fine, de rester en bonne santé! Le travail est aussi une des valeurs essentielles, un des fondements de notre société. C'est parce que, depuis toujours, l'homme s'est impliqué dans son travail, dans ses activités manuelles et intellectuelles, que l'humanité a progressé. C'est parce que le travail l'a obligé à penser, à imaginer, à réfléchir que l'homme n'a cessé de créer. Indéniablement, le travail est inscrit au plus profond de l'homme, il est une des composantes de la nature humaine. C'est aussi par le travail que l'homme se révèle un être solidaire de la société dans laquelle il vit.

Avec un système comme l'allocation universelle, nous inversons tout à fait les règles, nous transformons radicalement le modèle sur lequel notre société s'est construite au fil des millénaires. Il ne faudra plus travailler pour mériter un salaire, il ne faudra plus s'investir pour mériter sa place dans la société. L'allocation universelle risque d'entraîner le citoyen sur les pentes dangereuses de la dépendance et de l'oisiveté. Probablement que nous n'en mesurerons les conséquences que trop tardivement.

En 2016, encourageons nos gouvernants à limiter le rôle de l'État, à prendre des mesures qui contribuent à responsabiliser davantage les citoyens. Cela leur permettra de grandir, de se rehausser dans une société qui n'en sera que meilleure!